



**PRÉFÈTE
DE LA RÉGION
CENTRE-VAL
DE LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement**

DÉCISION

portant habilitation du Bureau Veritas Exploitation pour la réalisation de diagnostics de fonctionnement sur site portant sur les dispositifs de suivi régulier des rejets et de mesure de la pollution évitée par un ouvrage de dépollution

La Préfète de la région Centre-Val de Loire
Chevalier dans l'ordre de la Légion d'honneur

VU le Code de l'environnement, articles L. 213-11-11 et R. 213-48-34 ;

VU le décret n° 2007-1357 du 14 septembre 2007 relatif aux modalités de recouvrement des redevances des agences de l'eau et modifiant le Code de l'environnement ;

VU l'arrêté DEVL1132666A du ministère de l'Écologie, du Développement durable, des Transports et du Logement du 19 décembre 2011 relatif à la mesure des prélèvements d'eau et aux modalités de calcul de l'assiette de la redevance pour prélèvement sur la ressource en eau ;

VU l'avis du directeur de l'agence de l'eau Loire-Bretagne en date du 11 juillet 2023 ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 01 mars 2021 portant délégation de signature à monsieur BRULE, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Centre-Val de Loire, délégué du bassin ;

VU l'arrêté du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Centre-Val de Loire, délégué du bassin en date du 30 juin 2023 portant subdélégation de signature en matière d'administration générale à monsieur Aymeric LORTHOIS, adjoint au chef de service eau, biodiversité, risques naturels et Loire ;

VU la demande d'habilitation présentée par la société BUREAU VERITAS, 11 rue du Rémouleur – 44800 SAINT HERBLAIN reçue le 06 juin 2023 ;

SUR PROPOSITION du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Centre-Val de Loire, délégué du bassin,

-DÉCIDE-

ARTICLE 1^{ER} : La société BUREAU VERITAS, 11 rue du Rémouleur – 44800 SAINT HERBLAIN est habilitée pour la réalisation de diagnostics de fonctionnement sur site portant sur les dispositifs de suivi régulier des rejets et de mesure de la pollution évitée par un ouvrage de dépollution sur les départements suivants du bassin Loire -Bretagne à savoir :

- Bretagne : départements 22, 29, 35 et 56,
- Centre-Val de Loire : départements 28, 37 et 45,
- Auvergne-Rhône-Alpes : départements 3, 42, 43 et 63,
- Nouvelle-Aquitaine : départements 17, 23, 79, 86 et 87,
- Bourgogne-Franche-Comté : départements 58, 71 et 89,
- Pays de la Loire : départements 44, 49, 53, 72 et 85.

ARTICLE 2 : L'habilitation est prononcée pour une période de trois ans, renouvelable selon la même procédure.

ARTICLE 3 : La secrétaire générale pour les affaires régionales de la région Centre-Val de Loire, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Centre-Val de Loire, délégué de bassin Loire-Bretagne, les préfets de département concernés du bassin Loire-Bretagne sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à Orléans,
Pour la préfète de la région
Centre-Val de Loire-Bretagne
Aymeric et par délégation,
LORTHOIS
aymeric.lorthoïs
L'adjoint au chef de service
Aymeric LORTHOIS

Signature numérique de Aymeric
LORTHOIS aymeric.lorthoïs
Date: 2023.08.07 16:33:05 +02'00'

Dans un délai de deux mois à compter de la date de la notification ou de la publication du présent arrêté au recueil des actes administratifs de la préfecture, les recours suivants peuvent être introduits conformément aux dispositions des articles R. 421-1 et suivants du code de justice administrative :

- un **recours gracieux**, adressé à : **Mme. la Préfète de la région Centre-Val de Loire**
Secrétariat général pour les affaires régionales
181, rue de Bourgogne 45042 ORLEANS CEDEX ;
- un **recours hiérarchique**, adressé : **au(x) ministre(s) concerné(s)** ;
- un **recours contentieux**, en saisissant le **tribunal administratif**
28, rue de la Bretonnerie
45057 ORLEANS CEDEX 1.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site Internet :
www.telerecours.fr

Dans les deux premiers cas, le silence de l'administration vaut rejet implicite au terme d'un délai de deux mois.
Après un recours gracieux ou hiérarchique, le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet explicite ou implicite de l'un de ces recours.